

**Assemblée générale**

Cinquante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale

4 mars 2005

Français

Original: anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 40^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 10 novembre 2004, à 9 h 30

Président : M. Kuchinsky (Ukraine)*Puis :* M^{me} Kusorgbor (Vice-Présidente). (Ghana)**Sommaire**

Point 100 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

04-60065 (F)



La séance est ouverte à 9 h 40.

Point 100 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)
(A/59/12 et Add.1, A/59/317, A/59/425-S/2004/808 et A/59/554)

1. **M. Giorgio** (Érythrée) déclare que les préoccupations humanitaires de son pays.

ne se limitent pas à la question des réfugiés au Soudan, mais portent également sur les victimes de la sécheresse, sur les personnes déplacées à l'intérieur du territoire ainsi que sur les personnes qui ont été expulsées d'Éthiopie. En outre, des ressources considérables sont requises pour les programmes de reconstruction et de remise en état des infrastructures sociales et économiques endommagées par la guerre. Le rapport du Secrétaire général sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Afrique (A/59/317) a identifié trois concepts clés figurant dans le cadre pour des solutions durables (ibid., par. 92). Le partage des responsabilités entre donateurs, pays hôtes et pays d'origine est crucial pour la réussite de ces initiatives. À cet égard, il déplore que les ressources nécessaires au Programme de relèvement intégré visant à réaliser une transition intégrée des opérations d'urgence vers les programmes de développement ne se soient pas matérialisées.

2. En dépit des contraintes financières et logistiques, son Gouvernement maintient son engagement en faveur du programme de rapatriement librement consenti des réfugiés érythréens vivant au Soudan. Depuis la reprise du programme à la fin de la saison des pluies, plus de 8000 réfugiés ont été rapatriés. On espère que ce chiffre atteindra 35 000 d'ici à la fin de l'année.

3. Quant aux 13 millions estimés de personnes déplacées dans leur propre pays en Afrique, il note qu'aucun organisme spécifique de l'Organisation des Nations Unies n'est directement mandaté pour s'en occuper. Toutefois, l'étroite coopération entre le HCR et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a exercé un rôle important. Les organismes des Nations Unies devraient s'efforcer de déterminer les causes profondes des déplacements de populations dans leur propre pays.

4. On a jusqu'à présent accordé peu d'attention au rapport direct existant entre le rejet formel par l'Éthiopie de la démarcation de la frontière arrêtée par la Commission indépendante du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie et le sort de près de 65 000 personnes déplacées. Sa délégation demeure vivement préoccupée par les conséquences humanitaires de cette situation sur la population civile, notamment en l'absence de réels efforts de la communauté internationale pour consolider la paix entre les deux pays. Il est vital pour la communauté internationale, notamment pour l'Organisation des Nations Unies, de faire plus d'efforts pour combler l'écart entre son soutien déclaré en faveur de la décision prise par la Commission du tracé de la frontière et son obligation de manifester de façon tangible son engagement d'en assurer une application rapide.

5. **M^{me} Romano** (Croatie) se félicite des efforts du HCR pour concevoir et renforcer des activités en faveur des rapatriés visant à assurer une transition efficace et rentable de l'assistance humanitaire vers les activités de développement durable. En outre, la Croatie soutient pleinement les mesures proposées visant à favoriser la collaboration internationale en vue d'accroître l'attention accordée à la question des réfugiés dans l'ordre du jour des Nations Unies. La Croatie continue également d'attacher une grande importance à la création de conditions durables pour la réinsertion de tous les réfugiés. Son Gouvernement a montré la continuité de son engagement et sa bonne volonté outre les mesures spécifiques qu'il a prises pour honorer ses obligations relatives au processus de rapatriement.

6. Fin 2003, les trois bureaux du HCR en Croatie ont été fermés, mettant un terme à 12 années de présence directe sur le terrain et démontrant ainsi que son pays avait fait des progrès significatifs. En outre, la loi croate sur le droit d'asile ainsi que la loi sur les étrangers, toutes deux entrées en vigueur en 2004, ont jeté les bases de la procédure d'asile qui sera appliquée conformément à la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi qu'aux normes internationales et à celles de l'Union européenne relatives aux réfugiés.

7. Parmi les mesures récentes, le Gouvernement a instauré une Commission pour le retour des personnes déplacées et des réfugiés ainsi que pour la restitution de leurs biens. La Commission a enregistré des progrès

notables. Grâce à l'assistance du HCR, une campagne a été lancée dans les médias à propos d'un programme concernant les anciens détenteurs de titres de propriété, campagne qui a été ensuite étendue à la Serbie et Monténégro ainsi qu'à la Bosnie-Herzégovine. Son Gouvernement a activement participé aux programmes d'éducation et de formation du HCR. Des fonctionnaires croates ont participé à des séminaires organisés dans tout le pays sur le HCR et les questions de réfugiés. Suite à cet ensemble de mesures, son pays a enregistré des progrès considérables en matière de rapatriement des réfugiés.

8. **M. Moon** Seoung-hyun (République de Corée) déclare que la diminution du nombre de personnes relevant de la compétence du HCR au cours de ces dernières années est largement due aux efforts constants de cette organisation pour rechercher des solutions durables. Sa délégation souhaite féliciter le HCR pour ses réalisations, notamment le succès de ses programmes de rapatriement en Afrique, ainsi que dans les pays de l'ex-Yougoslavie et en Afghanistan. Toutefois, la communauté internationale continue de se trouver confrontée à de nombreux défis ainsi que l'illustre la situation d'urgence dans la région du Darfour au Soudan. La République de Corée appuie le désir du HCR d'élaborer une approche fondée sur la collaboration pour surmonter ces défis, notamment en procédant à des échanges d'expériences et d'expertise avec des organismes tels que l'Organisation internationale pour les migrations et le Programme alimentaire mondial.

9. Son pays appuie également l'initiative de la Convention Plus (A/59/12, para 22) qui est devenue d'importance cruciale pour traiter par le biais d'accords spéciaux les multiples programmes complexes en faveur des réfugiés. Il espère que le HCR continuera de consolider ses opérations compte tenu de la nécessité humanitaire de répondre aux demandeurs d'asile, aussi invite-t-il les autres États Membres à appuyer cette initiative. Il se félicite des efforts du HCR d'élaborer un cadre de solutions durables (ibid., par. 25), notamment le projet du Haut Commissaire d'accroître les activités dans le domaine de la réinstallation.

10. Sa délégation appuie les efforts du HCR pour consolider son assise financière, notamment en élargissant le nombre de donateurs et en augmentant les contributions privées. Un financement suffisant conjugué à une meilleure planification et à une gestion

axée sur les résultats aura un impact positif et la République de Corée espère être en mesure d'augmenter sa contribution financière dans les années à venir.

11. Sa délégation accueille avec satisfaction les efforts soutenus du HCR en vue de protéger les femmes réfugiées et leurs enfants. Les États individuels devraient appuyer l'application des principes directeurs du HCR en matière de protection des réfugiés afin d'alléger leur sort tout en respectant pleinement le principe fondamental de non-refoulement. Son Gouvernement déplore les risques encourus par le personnel humanitaire et lance un appel aux gouvernements ainsi qu'aux organisations internationales pour qu'ils fassent tous les efforts voulus pour assurer leur protection.

12. **M^{me} Hoch** (Liechtenstein) déclare que les questions de sécurité deviennent rapidement l'un des principaux défis posés à l'action humanitaire. L'une des tactiques des parties en conflit consiste à créer un climat de terreur et d'insécurité et de ce fait il est de plus en plus difficile pour le personnel humanitaire de protéger et d'aider les réfugiés ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les populations civiles souffrent de façon disproportionnée dans les conflits armés. Elles sont victimes de graves violations des droits de l'homme et d'actes de violence. Elles sont soumises à l'intimidation tandis que le personnel des Nations Unies et d'autres travailleurs humanitaires sont exposés à des risques de plus en plus grands. Le nombre croissant de victimes parmi ces derniers dans les situations de conflit et d'après conflit est alarmant. Les mauvaises conditions de sécurité rendent de plus en plus difficile les prestations d'aide et de protection par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes humanitaires.

13. Les principes universellement reconnus des droits de l'homme et du droit humanitaire international sont souvent négligés par les forces gouvernementales et par le nombre croissant d'acteurs non gouvernementaux qui sont parties à des conflits armés, rendant encore plus désespérée la situation des populations civiles. Les gouvernements assument au premier chef la responsabilité de veiller à ce que tous les groupes qui sont parties à des conflits armés respectent les normes internationales. Sa délégation accueille avec satisfaction les efforts du HCR de transformer l'assistance humanitaire en développement durable en vue d'aboutir à des solutions durables. Elle

attache une importance particulière à la remise en état et au bon fonctionnement des mécanismes nationaux de protection, notamment les instances judiciaires et les forces chargées du maintien de l'ordre. En outre, mettre fin à l'impunité et traduire en justice les auteurs de violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme constituent les conditions préalables au rapatriement et à une réinsertion réussie des réfugiés et des personnes déplacées. La Cour pénale internationale (CPI) pourrait également jouer un rôle important dans ce processus et sa délégation tient à souligner que les attaques délibérées contre le personnel humanitaire sont considérées comme crimes de guerre aux termes du Statut de la CPI.

14. Sa délégation continue de croire que l'application de la Convention de 1994 sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé laisse beaucoup à désirer et espère que l'Assemblée générale adoptera bientôt un protocole facultatif pour remédier à cette situation. Elle espère que l'examen par la Cinquième Commission du rapport du Secrétaire général sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/59/365 et Corr.1) entraînera quelques améliorations dans un avenir proche.

15. Le récent rapport du Haut Commissaire (A/59/12, para 13) a relevé que la distinction tend à s'estomper entre le contrôle des migrations et la protection des réfugiés dans les politiques et les pratiques d'un grand nombre d'États. Les législations et politiques de plus en plus restrictives en matière d'immigration dans les pays développés ne doivent pas aboutir à une diminution de la protection accordée aux personnes dans le besoin ou du respect de leurs droits fondamentaux. Aussi sa délégation accueille-t-elle avec satisfaction les efforts déployés par plusieurs organisations internationales pour échanger des informations et promouvoir davantage de cohérence dans leurs activités en matière de migrations. Ce n'est qu'au moyen d'actions coordonnées que la communauté internationale trouvera des solutions globales au problème des réfugiés.

16. *M^{me} Kusorghor (Ghana), Vice-Présidente, assure la Présidence.*

17. **M^{me} Hastaic** (République islamique d'Iran) déclare, vu l'absence d'une aide internationale appropriée, que son pays est contraint de supporter le

poids d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées, principalement en provenance de l'Afghanistan. Suite à l'évolution politique de ce pays, son Gouvernement et l'Afghanistan ont signé un programme conjoint avec le HCR pour le rapatriement librement consenti des réfugiés afghans. Plus d'un million d'entre eux sont retournés dans leur pays depuis avril 2002. Toutefois, 1,2 million d'Afghans sont restés en République islamique d'Iran et une approche globale s'avère nécessaire en vue d'assurer leur rapatriement et leur réinsertion. Les trois parties sont convenues que le programme conjoint doit être poursuivi et sa délégation espère que la communauté internationale participera au financement de ce processus. Des consultations approfondies et la coordination avec les pays hôtes représentent le meilleur moyen pour évaluer la situation des réfugiés et pour mettre progressivement un terme à ces activités du HCR.

18. En ce qui concerne les réfugiés irakiens en République islamique d'Iran, elle souligne l'urgence de leur rapatriement librement consenti. L'Iran est particulièrement intéressé à la consolidation de la sécurité et de la stabilité en Iraq et en Afghanistan.

19. La situation actuelle des réfugiés à l'échelle mondiale exige un mécanisme efficace et équitable pour assurer le partage international du fardeau et des responsabilités. L'Iran appuie l'initiative du Haut Commissaire de lancer le processus de Convention Plus. Son pays est également un membre actif du Groupe de travail sur la réinstallation. Il accueille avec satisfaction la conclusion adoptée par le Comité exécutif du HCR sur la coopération internationale et le partage du fardeau et des responsabilités en espérant que de la sorte la lourde charge imposée aux pays en développement s'en trouvera allégée.

20. **M. Laurin** (Canada) dit que sa délégation se félicite de la diminution du nombre de personnes relevant de la compétence du HCR. Néanmoins, la communauté internationale se trouve confrontée aux mêmes défis qu'auparavant, y compris les tentatives de mettre un terme aux violations des droits de l'homme, de réduire l'insécurité et de faire cesser les conflits armés. Plus que jamais dans le passé, les différentes crises survenant dans le monde rappellent l'importance des résolutions du Conseil de sécurité sur la protection des populations civiles dans les conflits armés. Les crises de l'an dernier – notamment à Haïti et dans la région du Darfour au Soudan – rendent encore plus

urgente la nécessité pour les États d'améliorer les moyens dont ils disposent pour prévenir des conflits qui génèrent des flux de réfugiés. Les pays hôtes doivent également intensifier leurs efforts pour protéger les populations réfugiées et respecter le principe de non-refoulement. Le Canada considère que la collaboration entre les différents organismes et le HCR est essentielle tout en se déclarant préoccupé par les difficultés rencontrées par des organisations non gouvernementales dans leurs rapports administratifs et financiers avec le HCR.

21. Le Canada se félicite vivement des progrès accomplis par le HCR et les États dans la promotion de l'Agenda pour la protection ainsi que de l'adoption par le Comité exécutif de deux conclusions : l'une sur la coopération internationale et le partage des charges et des responsabilités face aux flux massifs de réfugiés, l'autre sur les questions légales et sécuritaires du rapatriement librement consenti. Toutes deux sont d'une importance capitale dans le cadre des efforts déployés pour consolider la paix et la sécurité internationales. Sa délégation espère qu'elles seront approuvées par l'Assemblée générale. Le Canada se félicite également des progrès accomplis dans le domaine de l'initiative Convention Plus tout en souhaitant exprimer ses remerciements au HCR pour sa précieuse assistance dans l'élaboration d'un cadre multilatéral d'accords sur la réinstallation. Toutefois, cette dernière ne constitue qu'un élément de l'approche globale qui est requise.

22. Le Canada continuera de faire en sorte que ses contributions à l'aide humanitaire soient fournies en temps voulu tout en encourageant le HCR à s'adapter aux nouveaux défis et à établir un ordre de priorité. Il continuera d'appuyer les activités du HCR visant à améliorer sa gestion et ses structures de décision.

23. Le Canada condamne fermement les attaques menées contre les réfugiés et les travailleurs humanitaires. L'insécurité des réfugiés au Tchad et au Burundi a démontré la nécessité de préserver le caractère civil et humanitaire de l'asile et d'adopter une approche globale à l'égard de la protection des réfugiés. Le Canada appuie les efforts du HCR pour l'élaboration prioritaire de stratégies en vue de résoudre ce problème. Il considère que la sécurité du personnel du HCR et de ses partenaires dans la mise en oeuvre des programmes constitue une préoccupation capitale. Les efforts du HCR pour améliorer son obligation redditionnelle et la sécurité de son personnel

sont essentiels. Ils doivent toutefois être compatibles avec les importants changements réalisés par l'Organisation des Nations Unies dans le système de gestion de la sécurité tout en tenant compte des relations établies avec les partenaires opérationnels. Le Canada invite l'Organisation à sensibiliser son personnel aux questions de protection. Il comprend que le HCR affectera davantage de personnel à la protection des réfugiés.

24. **M. Prica** (Bosnie-Herzégovine) dit, vu la situation qui prévaut dans de nombreux pays à travers le monde, que la nécessité d'un nouvel ordre humanitaire international est plus forte que jamais. Les efforts de la Commission ne visent pas à se substituer à la législation et aux pratiques existantes en matière de droit international, mais davantage à les adapter aux nouveaux défis auxquels l'humanité se trouve confrontée. La résolution 57/184 de l'Assemblée générale exhorte les gouvernements à élaborer un Agenda pour l'action humanitaire. Il est important que tous les États membres participent à la détermination des éléments constitutifs d'un tel Agenda et appuient les efforts déployés par le Secrétaire général à cet effet.

25. Le rapport de 1988 de la Commission indépendante pour les questions humanitaires internationales intitulé « Le défi d'être humain » a trouvé que l'homme moderne n'était en paix ni avec lui-même ni avec son environnement alors que les êtres humains, comme jamais dans le passé, n'ont possédé autant de pouvoir sur leur destin et sur la planète. Il est regrettable et troublant de noter qu'en dépit des efforts considérables déployés pour promouvoir la paix et la prospérité, le nombre des victimes de conflits armés au sein des États et entre États et celui des pauvres et des démunis n'ont cessé d'augmenter tandis que les violations des droits de l'homme se poursuivent.

26. Au cours de la dernière décennie, son pays et sa population ont non seulement considérablement souffert, mais ont également tiré de nombreuses leçons sur la façon de construire un avenir commun. Cette expérience a renforcé la certitude de sa délégation dans la nécessité d'un Agenda pour l'action humanitaire. De nombreux problèmes très répandus requièrent l'attention de la communauté internationale, tels que le nombre croissant de personnes déplacées et les droits des minorités, femmes, enfants ou personnes âgées pour n'en citer que quelques-uns. À cet égard, sa délégation se félicite du rôle positif joué par le Bureau indépendant pour les questions humanitaires tout en

souhaitant qu'il contribue aux suites constructives à donner aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Finalement, il réitère l'appui de son pays au projet de résolution sur la promotion d'un nouvel ordre humanitaire international.

27. **M. Nikiforov** (Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie continue de respecter son engagement relatif à la protection des réfugiés et coopère étroitement avec le HCR et d'autres organisations humanitaires internationales. L'information sur la récente diminution du nombre de réfugiés est bienvenue, mais de nombreuses zones de conflit et de tension subsistent. Le meilleur moyen de poursuivre la réduction mentionnée consiste à mettre un terme à ces conflits. Une coordination plus étroite avec les gouvernements s'avère nécessaire pour que la protection internationale ne puisse servir de couverture à des terroristes.

28. La mondialisation affecte également les flux de réfugiés; de nombreux requérants d'asile issus de pays en développement sont des migrants économiques dans les pays industrialisés. Des groupes criminels internationaux à la recherche de nouvelles opportunités pour leurs activités abusent du droit d'asile et les pays hôtes élaborent en conséquence des mesures plus strictes à l'égard des demandeurs d'asile. Une coordination internationale et régionale accrue en vue de résoudre les problèmes humanitaires et de contrôler les flux migratoires s'avère indispensable.

29. La Conférence régionale de 1996 pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins fournit un exemple d'une telle coordination. L'examen de mai 2004 sur les suites données à la Conférence a montré que des progrès avaient été réalisés par les Gouvernements de la Communauté d'États indépendants (CEI) en promulguant et en appliquant la législation pertinente.

30. S'agissant des personnes déplacées dans leur propre pays, la position de son Gouvernement est que cette responsabilité incombe au premier chef aux gouvernements concernés. L'assistance internationale ne doit intervenir qu'à leur demande et sous réserve de l'assentiment des Nations Unies. Le droit international humanitaire doit continuer de s'appliquer, mais le HCR ne devrait avoir qu'un mandat limité dans ce domaine,

en particulier en raison de ses moyens financiers limités.

31. Son Gouvernement est reconnaissant au HCR pour l'assistance fournie aux populations déplacées dans le nord du Caucase et en Tchétchénie. Le temps est venu à présent de réorienter l'assistance internationale en faveur du redressement de l'économie de la région.

32. La Fédération de Russie appuie les efforts visant à renforcer l'efficacité des activités du HCR ainsi qu'à réformer sa structure financière dans le cadre de son mandat actuel. Il n'y a pas lieu de revoir son mandat.

33. **M^{me} Pérez Álvarez** (Cuba) déclare que son pays souhaite réitérer son engagement en faveur du HCR et de son rôle efficace de chef de file dans la protection de millions de personnes. Il accueille également avec satisfaction le fait que le HCR se soit acquitté de son rôle strictement humanitaire sans le politiser. Le respect du droit international humanitaire et de la souveraineté nationale doivent continuer à présider à ses activités.

34. Il est de notoriété publique que le HCR subit une crise financière tandis que le nombre de réfugiés et de personnes déplacées continue d'augmenter. La situation est la plus criante dans les pays hôtes, en particulier les pays en développement qui portent un lourd fardeau en accueillant un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile. La répartition des responsabilités à l'échelon international devient de plus en plus inéquitable. De surcroît, la majeure partie des ressources est affectée aux situations critiques de flux migratoires massifs, tandis que d'autres situations qui perdurent et qui sont tout aussi graves, bénéficient de moins de publicité et ne reçoivent pas les ressources nécessaires.

35. Près de 20 millions de personnes ont joui de la protection du HCR. Les causes structurelles des flux massifs de réfugiés et de personnes déplacées vont de l'extrême pauvreté et du sous-développement chronique aux conflits militaires internationaux engagés pour défendre de grands intérêts géopolitiques et pour contrôler des ressources naturelles stratégiques. L'unique moyen d'éliminer ces causes réside dans le strict respect du droit international et de la Charte, ainsi que dans une coopération internationale axée sur des solutions durables, une mobilisation adéquate des ressources et une assistance aux pays d'accueil des populations réfugiées.

36. Cuba lance un appel aux États et aux organisations disposant de plus de moyens économiques pour les inviter à allouer davantage de ressources à la protection internationale, tout en soulignant que les contributions ne doivent pas être liées aux préférences des donateurs. Cuba exprime également sa solidarité inconditionnelle avec les centaines de milliers de réfugiés palestiniens privés d'un État de retour, tout en condamnant à la fois ceux qui les ont chassés de leurs terres et ceux qui soutiennent pareilles actions.

37. Les possibilités matérielles de Cuba ont été considérablement limitées par l'embargo économique, financier et commercial, largement condamné par l'Assemblée générale il y a moins de 15 jours. Cuba a néanmoins une longue tradition d'accueil des réfugiés et offre protection et assistance humanitaire à des centaines de citoyens d'Amérique latine et des Caraïbes. Bien que Cuba soit un pays en développement, il recourt en priorité à ses propres ressources pour subvenir aux besoins des réfugiés et ne fait appel au HCR que lors d'afflux très massifs. Son Gouvernement continuera de collaborer avec le HCR. Il lance un appel à la communauté internationale en vue de faire une priorité de la question des réfugiés.

38. **M^{me} Groux** (Suisse) dit que sa délégation accueille avec satisfaction la conclusion adoptée à la cinquante-cinquième session du Comité exécutif du HCR sur le renforcement de son mandat relatif à la protection des réfugiés, en réitérant que leur protection constitue l'une de ses principales priorités et qu'il convient de la cibler plus efficacement au stade de la planification des opérations. Son pays a toujours soutenu les mesures visant à renforcer cet aspect spécifique du mandat du HCR et a demandé depuis des années que l'on instaure de telles mesures. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'allouer des fonds et de gérer les ressources humaines, son Gouvernement a le sentiment que la protection continue de venir en seconde place après l'assistance, alors que les ressources auraient dû être équitablement partagées. Sa délégation souhaite souligner que l'assistance constitue un complément opérationnel à la fois utile et indispensable à la protection, mais ne doit jamais remplacer cette dernière. Par conséquent, sa délégation invite le HCR à consolider rapidement son mandat relatif à la protection conformément à la conclusion qui vient d'être adoptée.

39. Sa délégation tient à honorer le personnel humanitaire, en particulier celui du HCR et de ses partenaires sur le terrain. Ces personnels sont exposés tous les jours à des dangers considérables aussi leur sécurité doit-elle constituer une priorité absolue pour la communauté internationale. Son Gouvernement s'est toujours préoccupé des questions de sécurité et a appuyé toutes les mesures prises par le HCR pour améliorer la sécurité de son personnel. Sa délégation a également le plaisir d'annoncer que les autorités helvétiques fédérales et cantonales ont mis au point avec le HCR un plan pour améliorer la sécurité de son siège à Genève, dont le coût sera pris en charge par la Suisse.

40. **M. Baali** (Algérie) dit que le nombre de personnes relevant de la protection du HCR continue d'être préoccupant, vu que 17 millions de personnes attendent toujours une solution. L'Afrique reste le continent le plus affecté. La recherche de solutions durables demeure une tâche capitale. Son pays n'a cessé de donner la préférence aux solutions durables, au rapatriement librement consenti, à l'intégration et à la réinsertion. À cet égard, son pays accueille avec satisfaction le cadre pour des solutions durables qui inclut le concept des « 4 R » (rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction) ainsi que les stratégies d'assistance au développement en faveur des réfugiés. Il se félicite également de la création de partenariats entre le HCR et divers acteurs humanitaires en vue d'agir ensemble face aux situations d'urgence. Son pays est conscient des multiples défis posés à l'action humanitaire et lance un appel pour que soit abordées les causes profondes des déplacements de populations et de l'exil. Ce n'est qu'en renforçant l'assistance au développement qu'il sera possible d'éliminer de telles causes et de stabiliser les situations après les conflits.

41. Sa délégation souscrit aux secteurs sélectionnés dans le rapport du Haut Commissaire [A/59/12 (Supp.12)]. L'Afrique représente un exemple frappant de l'inégalité de traitement des crises humanitaires dans le monde et du syndrome de la « fatigue des donateurs ». Les réfugiés africains sont considérablement désavantagés en comparaison des autres réfugiés alors qu'ils méritent tous d'être traités avec dignité et de bénéficier de la même attention. Vu que beaucoup d'Algériens ont été eux-mêmes des réfugiés durant la lutte pour l'indépendance, son pays –

devenu indépendant – a répondu favorablement aux demandes d'assistance humanitaire.

42. Le sort de plus de 160 000 réfugiés au Sahara vivant dans les camps de Tindouf est inextricablement lié à l'application du plan de paix pour l'autodétermination des populations du Sahara occidental, qui a été approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité dans sa résolution 495 (2003) et qui s'avère la seule voie de sortie acceptable de cette crise humanitaire qui dure depuis près de 30 ans.

43. **M. Vitrenko** (Ukraine) déclare que bien que le problème des réfugiés soit l'un des plus anciens défis confrontant l'humanité, il n'en demeure pas moins urgent pour la communauté internationale d'élaborer des stratégies préventives dynamiques et efficaces en vue d'éviter les déplacements massifs de populations. La récente crise humanitaire au Darfour constitue un triste rappel de l'urgence de cette tâche. Sa délégation loue le HCR pour sa réponse aux situations d'urgence créées par les conflits armés et invite le système des Nations Unies à mettre en œuvre l'initiative des « 4 R » et les autres concepts inclus dans le cadre pour des solutions durables. Suite à la tragédie survenue dans le camp de réfugiés de Gatumba au Burundi dans la première partie de 2004, il se félicite des mesures prises par le HCR pour consolider son partenariat avec le Département des opérations de maintien de la paix de manière à éviter de telles catastrophes à l'avenir.

44. Il remercie le représentant du Bureau du HCR dans son pays pour l'assistance fournie à son Gouvernement dans l'application de la législation relative aux réfugiés et plus récemment pour l'amendement de la loi sur la citoyenneté. Depuis 1994, le statut de réfugié a été accordé à plus de 2500 personnes, principalement originaires d'Afghanistan, tandis que des programmes d'assistance et d'intégration étaient mis en place. Le retour des Tatars de Crimée constitue l'une des priorités de la politique de son pays en matière de migrations. Depuis 1990, plus de 260 000 personnes qui avaient été déportées ainsi que leurs descendants sont retournées en Crimée et constituent aujourd'hui 12 % de sa population. Son pays a également fait des efforts considérables, sur une base multilatérale, à l'égard des questions de citoyenneté. Suite au traité de 1998 entre l'Ukraine et l'Ouzbékistan, près de 23 000 personnes ont pu bénéficier des procédures simplifiées pour obtenir la citoyenneté ukrainienne. Son Gouvernement accueille avec satisfaction l'assistance du HCR pour créer des

centres de détermination du statut de réfugié dans les régions présentant le plus grand nombre de requérants d'asile et de réfugiés ainsi que pour ses mesures destinées à accroître l'appui des donateurs pour mettre en place un système d'asile dans son pays. Il envisage avec intérêt la collaboration avec le HCR pour réformer la structure des services d'immigration à tous les échelons.

45. Sa délégation accueille avec satisfaction le fait que le Bureau du représentant du HCR en Ukraine va devenir le Bureau régional pour l'Ukraine, le Bélarus et la République de Moldova. Les activités devraient continuer de porter principalement sur la promotion de la coopération sous-régionale et régionale et sur le dialogue transfrontière avec les États de l'Union européenne, en particulier dans le contexte de son élargissement. Les fonctionnaires chargés de l'immigration, de l'asile et des frontières de 10 pays participent aujourd'hui à l'initiative de coopération transfrontière de Söderköping. Il espère que la réunion de haut niveau tenue au Bélarus en mai 2004 aura contribué à consolider le dialogue sur les réfugiés, les personnes déplacées et les personnes rapatriées dans la région. Son pays accueille avec satisfaction la création du Secrétariat du processus de coopération transfrontière à Kiev en vue de mieux coordonner les activités dans le cadre du processus de Söderköping. Son pays sera heureux de continuer de bénéficier de l'assistance du HCR afin d'améliorer les programmes existants et de renforcer la coopération des institutions gouvernementales et non gouvernementales locales dans ce domaine. L'appui de la communauté internationale – aussi bien financièrement que sous forme de volonté politique – s'avère essentiel au succès de l'application du mandat du HCR. Sa délégation se félicite par conséquent de l'initiative Convention Plus dont l'objectif est de trouver des solutions aux questions de réfugiés grâce au partage des charges et des responsabilités.

46. **M. Israfilov** (Azerbaïdjan) dit que son pays est confronté depuis 1987 au phénomène des déplacements forcés et selon le Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays, il est l'un de ceux qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées dans le monde. Cette question représente par conséquent une priorité permanente du Gouvernement. Son expérience dans ce domaine se décompose en une phase de secours d'urgence et en une phase de développement. Bien

qu'il ne soit pas aisé de définir des durées précises, la transition des secours d'urgence aux programmes de développement est étroitement liée à l'échec d'un règlement pacifique du conflit entre son pays et l'Arménie sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il est tout aussi clair que la solution éventuelle de la question des réfugiés dépend de la libération des territoires occupés en Azerbaïdjan et du règlement définitif du conflit armé, qui en premier lieu a provoqué l'exode de la population.

47. La phase d'urgence a bénéficié de l'attention accordée à la catastrophe humanitaire qui a frappé son pays par les organisations internationales compétentes, notamment l'Organisation des Nations Unies. Elle a donné lieu à nombre de résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Plusieurs années de négociations avec l'OSCE avaient suscité l'espoir que le conflit allait être résolu, que les territoires seraient libérés et que les réfugiés et les populations déplacées retourneraient s'installer dans leur lieu d'origine. La rencontre des Présidents des deux pays en 1997 s'est avérée d'une importance capitale car ils y ont adopté les propositions de l'OSCE. Toutefois, la réaction des groupes radicaux et militaristes en Arménie a contraint à la démission le Président arménien. Le nouveau Président est revenu sur cet accord. Il a démontré par là même que les ambitions territoriales arméniennes prenaient le pas sur les plaintes des populations arméniennes déplacées et sur la situation désastreuse des Arméniens dans la région du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan. L'absence de perspectives immédiates de retour pour les réfugiés et personnes déplacées et la poursuite de l'occupation des territoires azerbaïdjanais a suscité la fatigue des donateurs tout en contraignant au départ nombre d'organisations internationales, mettant ainsi un terme à la phase d'urgence.

48. Son Gouvernement s'est efforcé d'étendre les programmes humanitaires et d'adapter sa politique intersectorielle en vue de satisfaire les besoins essentiels des populations déplacées, auparavant prises en charge par l'assistance humanitaire internationale. Son pays a mis l'accent sur le relèvement et la reconstruction des territoires ayant souffert de la guerre, sur les camps de réfugiés et de personnes déplacées, sur les infrastructures physiques, sociales et agricoles ainsi que sur les activités génératrices de revenus. Toutefois, en raison de l'insuffisance de

l'assistance extérieure durant la phase de transition, son Gouvernement a été contraint d'affecter des ressources supplémentaires à ces groupes, réduisant ainsi ses capacités pour sortir de la phase de transition et assurer le plein développement de l'économie. Le caractère prolongé du conflit conjugué à l'absence d'hostilités ouvertes a eu pour effet de diminuer l'attention internationale. De nombreux appels de son pays à l'OSCE pour faire cesser les activités illégales dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan n'ont pas été entendus. Il rejette les récentes allégations selon lesquelles les pays sujets à des conflits armés prolongés utilisent les réfugiés comme des pions en soulignant que l'absence de volonté politique de confronter les causes profondes des déplacements de populations contribue à la prolongation du conflit armé et à la continuation de l'occupation de certaines parties de son pays. Il espère que ces pays modifieront leur position à la suite des débats sur cette question à l'Assemblée générale.

49. Selon le rapport du Haut Commissaire pour les réfugiés (A/59/12), le nombre de réfugiés en Arménie dépasse largement 200 000 tandis que son pays en compte 326. Un tel écart entre ces deux chiffres nourrit largement les spéculations en Arménie. La majorité des organisations internationales, notamment le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Conseil norvégien des réfugiés, sont restés impartiaux et ont soit mentionné le chiffre exact soit affirmé qu'il n'y avait plus de réfugiés depuis 2000 dans ces deux pays. Son pays a soulevé cette question à diverses reprises avec le HCR tout en invitant le Haut Commissaire à ne pas laisser l'Arménie utiliser des chiffres exagérés.

50. Des parties de l'Azerbaïdjan continuent d'être occupées et par conséquent les conditions pour un retour sans risques des populations déplacées ne sont point remplies. Il lance par conséquent un appel au HCR, aux organismes d'assistance concernés et aux pays donateurs pour qu'ils poursuivent leur assistance humanitaire et au développement en faveur des réfugiés et des personnes déplacées dans son pays.

51. **M. Alvi** (Inde) constate que les pays en développement sont ceux qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés. Cette situation demande que le HCR procède à un ajustement stratégique de ses programmes. Le lien entre la pauvreté et les flux de réfugiés est reconnu et les solutions durables ne cesseront de s'estomper tant que les causes profondes n'auront pas été traitées. L'agenda du développement

mondial doit par conséquent fonder les efforts internationaux en vue d'assurer l'efficacité de la prévention tout en répondant aux besoins des réfugiés dans le domaine des secours d'urgence et de la reconstruction.

52. Sa délégation reconnaît le potentiel présenté par l'initiative Convention plus. Elle accueille avec satisfaction la mise au point définitive du cadre multilatéral d'accords sur la réinstallation, tout particulièrement à un moment où la législation internationale relative aux réfugiés est remise en question par les tendances xénophobes croissantes, conjuguées à des violations du principe de non-refoulement et à l'apparition de nouvelles barrières dans les pays traditionnels d'accueil. La tendance à la régionalisation des solutions aux situations des réfugiés pourrait être aussi interprétée comme une nouvelle forme d'endiguement des mouvements de réfugiés, et dès lors, comme une dérogation au principe de responsabilité internationale.

53. C'est en raison de sa capacité d'œuvrer en étroite collaboration avec les États concernés que le HCR est parvenu à réaliser les objectifs de l'Agenda pour la protection. Vu que les flux de réfugiés les plus importants sont observés dans les pays en développement, le rapatriement librement consenti semble être la solution la plus viable et la plus durable.

54. Sa délégation estime que le HCR devrait se consacrer principalement aux personnes qui figurent en tête de liste dans son mandat – les réfugiés. Les populations déplacées relèvent en premier lieu de la responsabilité des États et le HCR ne devrait jouer un rôle dans de telles situations qu'à la demande expresse de l'État concerné.

55. Le HCR joue un rôle unique en raison de sa vocation mondiale. Sa dépendance des contributions volontaires lui impose d'observer les normes les plus élevées d'impartialité, de transparence et d'obligation redditionnelle en matière de gestion et de programmes. L'Inde s'est engagée à œuvrer avec la communauté internationale pour affronter les défis nouveaux et les défis en émergence dans un esprit de compassion, de solidarité et de partage du fardeau.

56. **M. Anshor** (Indonésie) déclare que sa délégation se sent encouragée par la diminution du nombre de réfugiés et autres groupes relevant du mandat du HCR, grâce aux initiatives du Haut Commissaire, notamment les « 4 R » (rapatriement, réintégration, réhabilitation

et reconstruction), à la consolidation de la coopération avec les autres organismes du système des Nations Unies et à l'initiative Convention Plus.

57. L'Indonésie exprime sa reconnaissance au HCR pour l'assistance dont il a fait preuve en facilitant le rapatriement au Timor-Leste en 2002 et 2003 de près de 250 000 réfugiés dans la province du Timor occidental. D'autres activités sont en cours pour réinstaller les populations qui ont choisi de rester en Indonésie. Les opérations humanitaires d'urgence dans cette province se terminent tandis que les activités de réinstallation et de réinsertion sont renforcées. Une action rapide a permis à l'Indonésie et à Timor-Leste d'éviter les problèmes potentiels de déstabilisation politique et sociale qui accompagnent fréquemment les situations de réfugiés de longue durée dans d'autres parties du monde.

58. Les difficultés dans ce domaine ont été partiellement dues à la définition unilatérale peu favorable de la situation sécuritaire dans la région en 2000 par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité. En juin 2004, la situation sécuritaire du Timor occidental est passée de la phase cinq à la phase quatre. Toutefois, l'assistance du HCR et de la communauté internationale continue d'être précieuse pour l'insertion sociale du restant des personnes déplacées et pour assurer le passage des opérations d'urgence aux activités de développement.

59. La solution réussie au problème des réfugiés du Timor occidental représente un exemple de coopération efficace entre le pays hôte et les organismes internationaux, en particulier le HCR. Le Gouvernement reconnaît que ce résultat n'aurait pu être atteint sans l'aide extérieure. Toutefois, des efforts additionnels s'imposent pour disposer des ressources nécessaires à l'aide humanitaire afin de ne pas devoir puiser dans d'autres ressources allouées à d'autres objectifs tout aussi importants tels que le développement durable.

60. **M^{me} Mtawali** (République-Unie de Tanzanie) note que la situation des réfugiés dans de nombreux pays africains est caractérisée par la présence d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées, par son caractère imprévisible, par l'émergence de nouvelles situations de réfugiés ainsi que par son financement inadéquat. Bien que le budget prévu pour l'Afrique en 2005 soit le plus important de ces dernières années, il est insuffisant pour répondre aux

demandes sans cesse croissantes. Les situations imprévues rendent la gestion particulièrement complexe. Néanmoins, son Gouvernement continue d'honorer ses obligations internationales tout en observant strictement le principe de non-refoulement.

61. Son pays abrite actuellement plus de 600 000 réfugiés divisés en deux catégories. La première comprend les réfugiés venus du Burundi en 1972, dénommés les « anciens réfugiés », répartis dans des camps dans les régions de Rukwa et Tabora. Ils ne retiennent plus l'attention du HCR ni de la communauté internationale. Son Gouvernement les a entièrement pris en charge et protégés durant ces trois dernières décennies. Il mène actuellement une enquête pour identifier ceux qui souhaiteraient être rapatriés vu que la situation au Burundi s'améliore progressivement. Son Gouvernement lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle offre une assistance à ceux qui optent pour le rapatriement. La seconde catégorie de réfugiés, dénommée les « nouveaux réfugiés », sont pour la plupart venus récemment du Burundi (1993-2004) et sont répartis dans des camps de réfugiés dans les régions du Nord-Ouest de Kagera et de Kigoma.

62. Sa délégation note avec préoccupation l'attrition des fonds affectés aux urgences humanitaires et aux situations de longue durée en Afrique. Elle invite la communauté des donateurs à respecter ses engagements de maintenir et de stabiliser la filière d'acheminement des vivres. Son Gouvernement soutient l'initiative Convention Plus, mais souligne qu'il faut des solutions spécifiques pour chaque type de situation au niveau de pays. Par exemple, la Tanzanie est exposée aux afflux de réfugiés en raison de sa proximité avec des voisins subissant souvent des conflits internes. La solution durable la meilleure dans ce cas consiste à stabiliser ces situations en vue de prévenir les flux massifs de départ et de favoriser le rapatriement librement consenti plutôt qu'une intégration locale généralisée.

63. La République-Unie de Tanzanie a facilité l'intégration locale de quelque 3000 réfugiés somaliens dont certains ont demandé la naturalisation. Toutefois, la communauté internationale n'a pas offert une assistance significative en vue de leur intégration; de fait, la HCR préparait son retrait définitif du programme avant même l'achèvement des infrastructures les plus importantes et des services sociaux de base. Le Gouvernement a généreusement

fourni des terres aux « anciens réfugiés », non sans être déçu par le fait que la communauté internationale n'a pas reconnu cet effort tout en escomptant qu'il offre encore davantage de terres.

64. Le lancement de la Commission tripartite sur le rapatriement librement consenti des réfugiés du Burundi en 2001 a prouvé l'engagement de son Gouvernement pour résoudre le problème. Plus de 168 000 réfugiés burundais ont été rapatriés sur une base volontaire, mais le rythme de rapatriement n'a pas été satisfaisant en grande partie en raison des capacités limitées d'intégration du Burundi. Des efforts sont également en cours afin de revitaliser la Commission tripartite sur le rapatriement librement consenti des réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo.

65. En vue d'assurer tant la réussite que le caractère durable et irréversible du rapatriement librement consenti, il est essentiel que la paix et la sécurité soient améliorées dans les pays d'origine. Le processus de paix des Grands Lacs vise à instaurer de façon durable la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. Une réunion des chefs d'États et de gouvernements de la région des Grands Lacs se tiendra bientôt en République-Unie de Tanzanie. Son objectif est de préparer la voie à un plan d'action global en faveur de la paix, de la démocratie et du développement de la région. Elle invite la communauté internationale à prendre part à cette initiative historique.

66. **M. Husain** [Organisation de la Conférence islamique (OCI)], se référant au rapport du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique (A/59/317) déclare qu'il est encourageant de noter l'intensification du processus de paix en 2003 et qu'en conséquence le nombre de réfugiés dans la région a diminué en 2004. Il partage également les préoccupations exprimées à propos des obstacles à la jouissance des droits fondamentaux des réfugiés. Au niveau mondial, il trouve encourageant de relever que le rapport du Haut Commissaire pour les réfugiés (A/59/12) fait état d'une nouvelle diminution du nombre total de réfugiés dans le monde. L'OCI continue d'être prête à jouer un rôle complémentaire et dynamique pour assister les gouvernements dans leurs efforts de mettre en place des politiques et des programmes visant à résoudre les différends et à instaurer une paix durable.

67. Il appelle l'attention sur le sort des réfugiés provenant de zones telles que les territoires palestiniens occupés et les territoires arabes ainsi que les territoires contestés du Jammu-et-Cachemire. Tout en encourageant le processus de paix dans ces zones de conflit, l'OCI continue d'espérer que la communauté internationale s'efforcera de faire baisser les tensions dans ces régions.

68. Il se félicite de l'orientation donnée par le Secrétaire général et le Haut Commissaire et du dévouement manifesté par leur personnel pour surmonter les défis posés par leurs missions dans des conditions de plus en plus dangereuses.

69. **M. Al-Husseïn** (Jordanie) déclare que la Jordanie apprécie le rôle croissant du HCR en matière de protection et d'assistance tout en espérant que la mise en oeuvre de l'Agenda pour la protection suscitera des solutions durables, notamment le rapatriement librement consenti. Il espère également que le renforcement de la coordination entre le HCR et d'autres organismes et organisations compétents aidera les États à arrêter des mesures concrètes et à élaborer des mécanismes comprenant notamment des systèmes d'alerte rapide et de partage des informations afin d'améliorer la planification préalable et d'assurer le partage équitable du fardeau.

70. Dans le contexte général des défis humanitaires, la Jordanie appuie depuis longtemps les tentatives de mettre en place un nouvel ordre humanitaire international tel que décrit dans le rapport du Secrétaire général (A/59/554). Bien que l'Assemblée générale ait adopté de nombreuses résolutions à cet égard et que les recommandations du Secrétaire général aient été appliquées, le nombre de victimes dans les situations de crise humanitaire et dans les conflits armés continue d'augmenter. Par conséquent, la nécessité de développer un Agenda pour l'action humanitaire, ainsi que le demande ce rapport, est plus criante que jamais. La Jordanie est très en faveur de l'adoption d'une résolution renforçant encore davantage les efforts du Secrétaire général dans l'élaboration de l'Agenda proposé, en espérant qu'elle bénéficiera de l'appui des États membres.

La séance est levée à 11 h 40.